

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Maroc

Une publication du SER de Rabat
5 au 20 octobre

Le chiffre du mois

2,4%

Selon le Fonds monétaire international (FMI), dans son dernier [rapport sur les perspectives de l'économie mondiale](#), la croissance marocaine devrait atteindre 2,4 % en 2023, après 1,3 % en 2022. Alors que le séisme aurait un impact modéré sur la croissance économique (de l'ordre de -0,1 à -0,2 point de PIB), l'institution monétaire a tout de même revu à la baisse ses prévisions de croissance (3 % en janvier 2023) du fait de la faiblesse de la croissance agricole (+2,4 %) et du ralentissement des activités non-agricoles, encore pénalisées par la conjoncture internationale (+2,5 % contre + 3,1 % en 2022). En 2024, le programme d'investissement public engagé pour la reconstruction des régions touchées par le séisme devrait néanmoins contribuer positivement à la croissance économique (dans un ordre de grandeur toutefois limité à +0,1 point de PIB), croissance qui s'établirait à 3,6 %. A l'échelle de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), la croissance devrait également ralentir de 5,6 % en 2022 à 2 % en 2023, avant de rebondir à 3,4 % en 2024.

A l'occasion de ses assemblées annuelles, le FMI a rappelé la résilience de l'économie marocaine face aux chocs mondiaux et les progrès réalisés en matière de développement économique et social. A cet égard, l'ouvrage « [Le Maroc en quête d'une croissance plus forte et plus inclusive](#) », présenté à Marrakech, retrace les cycles de réformes engagés par les pouvoirs publics – récemment appuyés par la Commission sur le Nouveau Modèle de Développement – et analyse les défis qui se posent actuellement (vulnérabilité au changement climatique, faible inclusion sur le marché du travail, niveau de développement humain insuffisant).

Zoom

A l'occasion des assemblées annuelles FMI et Banque Mondiale à Marrakech, le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, a pu rencontrer le Chef du gouvernement marocain, ses homologues ministériels et les principaux représentants du secteur privé marocain

A l'occasion des assemblées annuelles du FMI et du groupe Banque mondiale qui ont réuni 12 000 participants, le ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, Bruno Le Maire, s'est rendu à Marrakech du 11 au 13 octobre. La délégation française comprenait aussi la Secrétaire d'Etat chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux, Chrysoula Zacharopoulou, le gouverneur de la Banque de France, le Directeur général du Trésor, le Directeur général de la Mondialisation, le Directeur général de l'AFD et plus de 60 représentants des ministères économiques et financiers, du ministère des affaires étrangères, de la Banque de France, de l'AFD et de Bpifrance.

Le ministre a pu échanger avec le Chef du gouvernement marocain, Aziz Akhannouch, la ministre de l'Économie et des Finances, Nadia Fettah, et le ministre délégué chargé du Budget, Fouzi Lekjaa. Outre les échanges consacrés aux risques géopolitiques qui pèsent sur l'économie mondiale, cet entretien a permis d'aborder certaines thématiques d'avenir pour le partenariat économique bilatéral : (i) la relocalisation d'activités dans un contexte de réorganisation des chaînes de valeur industrielles (*nearshoring*) ; (ii) la transition écologique et le potentiel du Maroc pour accompagner la décarbonation des économies européennes (industrie verte, énergies renouvelables, hydrogène vert) ; (iii) la mobilisation conjointe pour répondre aux défis du continent africain. Ces thématiques ont ensuite été reprises lors d'un déjeuner de travail organisée par la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) et réunissant une dizaine de chefs d'entreprises marocains et français.

Activités macroéconomiques & financières

Aux Assemblées annuelles, le Maroc se positionne comme partenaire privilégié de l'Afrique et de l'Union européenne

La tenue des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, à Marrakech, a constitué une véritable opportunité pour le Maroc pour se positionner comme un partenaire privilégié des « deux rives de la Méditerranée », à savoir l'Union européenne et le continent africain.

Les événements annexes (*side events*) organisés par le pays hôte ont occupé une place significative dans la programmation, avec comme objectifs principaux : (i) souligner le rôle du Maroc sur le continent africain, comme modèle de développement économique et partenaire économique (l'Afrique représentant 43 % des investissements étrangers du Maroc); (ii) rappeler les atouts de l'économie marocaine (stabilité institutionnelle, proximité avec l'Union européenne, qui représente près de 50 % des échanges commerciaux du Maroc) dans la lutte contre le réchauffement climatique. Sur ce dernier point, à l'occasion de la conférence « Maroc, terre privilégiée des investissements privés », le ministre chargé de l'Investissement, de la convergence et des politiques publiques, Mohcine Jazouli, et l'Agence marocaine de développement des investissements et des exportations (AMDIE) ont rappelé que le Maroc ambitionne de s'imposer comme une destination de premier plan pour les investissements privés, notamment en tirant profit de la transition énergétique mondiale et de la réorganisation des chaînes de valeur. En ce sens, la Charte de l'investissement, loi-cadre adoptée en novembre 2022, fixe un objectif de 550 Md MAD d'investissements privés et 500 000 emplois créés à horizon 2026.

Bank Al-Maghrib investit 200 M USD dans les obligations vertes de la Banque mondiale

La Banque mondiale a annoncé, ce 9 octobre dernier, l'acquisition par la banque centrale Bank Al-Maghrib de deux obligations de développement durable de 100 M USD à 3 ans et 100 M USD à 5 ans. Les obligations vertes ont pour vocation de faciliter le financement, par la Banque mondiale, de projets en faveur de la transition écologique (notamment, des investissements dans des infrastructures d'énergies renouvelables, de gestion durable de la ressource en eau ou d'agriculture durable). En 2016, Bank Al-Maghrib avait déjà acquis une obligation verte émise par le Banque mondiale d'une valeur de 100 M USD à 3 ans dans le cadre de la gestion de ses réserves de change.

Tourisme : malgré le séisme, record d'affluence au mois de septembre

Alors que de vives incertitudes pesaient sur le secteur du tourisme, les régions touchées par le séisme (Marrakech-Safi et Souss-Massa) jouant un rôle moteur pour le tourisme marocain (près des deux tiers des nuitées), le ministère du Tourisme, de l'artisanat et de l'économie sociale et solidaire a annoncé un record d'affluence au mois de septembre. Ainsi, plus de 960 000 touristes ont visité le Royaume au mois de septembre 2023, soit une hausse de 7 % par rapport à septembre 2022 et 2019 (dernière année avant COVID). Le communiqué ministériel précise que la croissance du tourisme marocain devrait être maintenue pour ce dernier trimestre et fixe un objectif d'affluence de 14 millions de touristes à fin décembre 2023 (11,1 millions à fin septembre contre 10,9 millions pour l'année 2022).

Soutien à l'export : signature d'un mémorandum d'entente avec le Groupe de la Banque islamique de développement

En marge des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, la ministre de l'Economie et des Finances, Nadia Fettah, a signé, le 11 octobre, un mémorandum d'entente avec la Société islamique internationale de financement du commerce (SIFC) et la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID), filiales du Groupe de la Banque islamique de développement.

L'accord de coopération vise à soutenir les projets de partenariat public-privé dans les secteurs industriels (manufacture, mines, infrastructures). Dans le cadre de leur programme « Plan d'Action Pays » sur la période 2024-2026, la SIFC et la SID se sont engagées à non seulement soutenir les exportations marocaines dans les secteurs stratégiques (énergie, agriculture, équipement) pour un montant de 100 M USD, mais également encourager la mise en œuvre de projets locaux et transfrontaliers.

Industries, énergie, agriculture

Industrie : confirmation de l'attractivité de la destination Maroc pour la filière aéronautique et spatiale

La tenue de la 7^{ème} édition de l'Aerospace Meetings, du 3 au 5 octobre à Casablanca, a été l'occasion pour les autorités marocaines de rappeler que le Royaume disposait d'un environnement attractif et compétitif lui permettant de se positionner avantageusement sur la chaîne de valeur mondiale des industries aéronautique et spatiale (taux d'intégration locale de 42 % en 2022). Les récentes annonces d'implantation au Maroc ont conforté cette dynamique: le français Diamoutils spécialisé dans les outils coupants en diamant, l'espagnol Accituri à travers l'acquisition de l'entreprise marocaine GOAM Industrie spécialisée dans l'usinage de pales de haute précision pour les principales plates-formes de moteurs aéronautiques, et le motoriste canadien Pratt and Whitney. Les 142 entreprises opérant dans ce secteur au Maroc emploient 20 000 personnes et génèrent un chiffre d'affaires à l'export de 2 Md USD.

Eau : la société française Osmosun, spécialiste du dessalement d'eau de mer, crée une co-entreprise au Maroc

Osmosun, spécialiste français du dessalement d'eau de mer par énergie solaire, annonce la création d'une co-entreprise au Maroc avec PCS, groupe marocain de gestion d'infrastructures pour compte de tiers. Cette joint-venture s'inscrit dans le cadre de sa stratégie d'expansion en Afrique de l'ouest et au Maghreb.

L'objectif est de développer des solutions de dessalement qui s'inscrivent dans le Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation (PNAEPI) mis en œuvre par le gouvernement. La filiale Osmosun MA ciblera les projets de dessalement de petites et moyennes capacités pour alimenter en eau potable les zones isolées et couvrira à la fois la conception, la fabrication, l'installation, la mise en service et l'exploitation des unités. Par ailleurs, l'ONEE (Office National de l'Electricité et de l'Eau potable) a confirmé le lancement des études de faisabilité du projet d'approvisionnement en eau potable de la zone de Tanger par dessalement d'eau de mer. Le coût de la station pourrait atteindre 3 Md MAD (environ 280 M EUR). Le Royaume entend tripler ses capacités de dessalement d'ici 2030 pour porter la part de l'eau potable provenant de l'eau de mer de 11 % à 50 %.

Souveraineté alimentaire : le Maroc mobilisera 1 million d'hectares pour la culture de céréales

En ouverture de la 9^{ème} édition du « Grain & Millings Expo » à Casablanca le 4 octobre, le ministre de l'Agriculture, Mohamed Sadiki, a rappelé son objectif de renforcer la souveraineté du Maroc en céréales, et de mobiliser pour cela 1 M ha de terres agricoles moyennant le développement d'une irrigation d'appoint. L'objectif, dans le cadre de la stratégie « Génération Green », est de réduire la dépendance du pays aux importations céréalières et d'assurer une souveraineté sur cette ressource vitale. Pour limiter la pression sur les prix des intrants agricoles, l'État propose des dispositifs de soutien financier pouvant aller jusqu'à 50 % des coûts, notamment pour les semences et les engrais.

Lancement d'une plateforme de financement agricole à 800 M USD d'ici 2030 en Afrique

En collaboration avec la Société financière internationale (IFC), le Groupe OCP, premier producteur d'engrais à l'échelle Mondiale, a annoncé, le 11 octobre, le lancement d'une plateforme de financement visant à renforcer la résilience et la durabilité du secteur agricole du continent africain (celui-ci représentant 20 % du PIB africain et 60 % des emplois). Mobilisant d'ici 2030 près de 800 M USD, cette plateforme de financement a pour ambition de soutenir 30 chaînes de valeur agricoles et faciliter l'accès aux engrais pour les agriculteurs et agro-industriels africains.

Bailleurs internationaux

L'IFC s'engage à investir 200 M USD pour la sécurité alimentaire et l'agriculture durable au Maroc

La Société financière internationale (IFC), filiale du Groupe la Banque mondiale, a signé, le 10 octobre dernier, plusieurs accords d'investissement pour un montant total de 200 M USD dans quatre projets de développement portés par des entreprises marocaines sur le continent africain. Ces facilités ont vocation à renforcer la sécurité alimentaire, l'accès au financement, l'agriculture durable, la construction, ainsi que soutenir le Maroc face au choc du séisme d'Al-Haouz.

Dans le détail, les facilités accordées couvrent : (i) le projet de centrales solaires et de transition verte des systèmes alimentaires mondiaux porté par l'OCP (106 M USD); (ii) le mécanisme de partage des risques porté par la Banque centrale populaire (BCP) et la Compagnie marocaine de goutte-à-goutte (36 M USD); (iii) la prise de participation au capital de CASHPLUS afin d'encourager l'inclusion financière au Maroc (10 M USD); (iv) le projet de production de ciment bas-carbone sur le continent africain porté par le groupe marocain Ciments de l'Afrique (45 M USD).

La BEI prête 1 Md EUR au Maroc pour son programme de reconstruction post-séisme

En marge des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, le vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI), Mourinho Felix, et le ministre chargé du Budget, Fouzi Lekjaa, ont annoncé le recours du Maroc à une facilité de 1 Md USD sur une période de trois ans visant à accompagner le pays dans ses efforts de reconstruction post-séisme. Ce financement s'inscrit dans le cadre du programme quinquennal de reconstruction de 120 Md MAD, annoncé par le Roi Mohamed VI, qui a pour vocation d'apporter une aide d'urgence aux populations sinistrées et réaliser des investissements de long-terme pour le développement et le désenclavement territorial des provinces touchées.

La BERD signe un mémorandum d'entente pour accompagner l'ONEE dans sa transition verte

A Marrakech, la ministre de la Transition énergétique et du développement durable, Leila Benali, et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) ont signé, ce 11 octobre, un mémorandum d'entente (MoU) visant à accélérer la décarbonation et la durabilité de la production électrique au Maroc. La BERD s'engage ainsi à accompagner l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) dans la mise en place d'une trajectoire de réduction de ses actifs liés aux énergies fossiles pour atteindre un objectif de neutralité carbone.

Indicateurs macroéconomiques 2023

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale (10/23)	2,8 %	6,2 %	-	1,3 %	4,6 %	69 % (PIB base 2014)
FMI (10/23)	2,4 %	6,3 %	12 %	3,1 %	4,9 %	69,7 % (PIB base 2007)
Bank Al-Maghrib (9/23)	2,9 %	6 %	-	2 %	5,1 %	-
Haut-Commissariat au Plan (7/23)	3,3 %	2,8 %	-	-	4,8 %	72 % (PIB base 2014)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Vincent Toussaint

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : dehbia.salah@dgtresor.gouv.fr